

Parce qu'il n'a su ni mettre à jour la loi actuelle, ni redéfinir les compétences, ni s'occuper des divers piliers sur lesquels repose le secteur des services financiers en lui fournissant de nouvelles lois et de nouveaux pouvoirs, le gouvernement freine considérablement la relance.

Notre parti prie instamment le président du Conseil privé de constituer une équipe de travail formé uniquement des députés pour examiner les droits, les responsabilités, les devoirs, les obligations et les privilèges des banques, des compagnies d'assurance et fiduciaires, de coopératives de crédit et des négociants en valeurs en vue d'élaborer des nouvelles règles qui s'appliquent uniformément aux personnes et aux entreprises qui se livrent à ces activités.

* * *

LA BANQUE DU CANADA

L'UTILISATION DU COTON DANS LA FABRICATION DES BILLETS DE BANQUE

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, je veux informer la Chambre que le gouvernement tente de dévaluer le dollar canadien. Non pas qu'il veuille le faire tomber en-dessous de la barre des 75c. (US) ou qu'il cherche, par une mesure inflationniste, à faire en sorte que le dollar d'aujourd'hui vaille 30c. de celui de 1971. Il agit beaucoup plus insidieusement que cela. Il a décidé de diminuer la qualité de notre dollar en remplaçant le lin canadien qu'il contient par du coton américain. Oui, monsieur le Président. A croire que notre gouvernement file un mauvais coton. Mais nous entendons bien le faire filer droit.

Le ministre des Finances (M. Lalonde) devrait savoir que tout cela s'est passé au moment où il affectait 276 millions de dollars à la modernisation des usines de pâtes et papiers du Canada. Il semblerait maintenant que ces usines ne sont plus en mesure de produire du papier monnaie contenant de la fibre de lin. Et ce n'est pas tout. Voilà que justement les Européens demandent de ce papier parce qu'ils ne peuvent trouver assez de coton pur pour leurs billets de banque.

Je ne sais pas ce que pense le ministre des Finances de cette situation, mais je peux vous dire que les céréaliculteurs de l'ouest du Canada sont très mécontents, monsieur le Président. Ils en veulent à McDonald's d'importer le pain à hamburgers des États-Unis et de délaissier le blé canadien . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

* * *

● (1415)

L'ÉCONOMIE

LES REMERCIEMENTS DE NOËL D'UN CONTRIBUABLE

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Monsieur le Président, durant le congé de Noël, les électeurs ont eu la possibilité de communiquer de vive voix leurs préoccupations à

leurs députés. Certains d'entre eux nous présentent leurs instances en personne; d'autres nous les communiquent par lettre, et parfois dans une carte de bons vœux.

Le dossier lamentable du gouvernement au chapitre du chômage et de l'activité économique figure au premier rang des plaintes que nous ont adressées nos mandants. La lettre de vœux de Noël qui suit, et que m'a envoyée un citoyen de l'Ouest, donne une bonne idée des plaintes reçues:

La période des réjouissances étant arrivée le moment est venu de rendre grâce pour les bonnes choses qui nous ont été données dans la vie.

Rendons grâce au ministère du Revenu de ne pas nous avoir obligés à payer d'impôt sur le revenu cette année.

Rendons grâce pour le Programme énergétique national qui nous a épargné toutes les opérations de comptabilité et les activités d'investissement fastidieuses.

Rendons grâce à notre banquier de nous avoir débarrassés de tous ces nantisements encombrants.

Je rends grâce aussi à mon courtier qui a liquidé à temps mon compte commercial, ramenant ainsi mes pertes à 80 p. 100.

Rendons grâce enfin aux six avocats que nous avons dû engager pour nous éviter la prison.

Comme vous avez dû vous en apercevoir, notre situation n'est pas des plus rose. En fait, si elle s'aggrave, nous envisageons sérieusement de nous retirer des affaires et de nous chercher un emploi; mais, comme vous l'avez sans doute deviné, Dorothy et les enfants sont fort paresseux et ne veulent même pas se donner la peine de se mettre à la recherche d'un travail.

Agréez nos bons vœux de Noël.

La famille Birds.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE REVENU NATIONAL

LES QUOTAS DE PERCEPTION D'IMPÔT—ON DEMANDE UNE LISTE DES BUREAUX SOUMIS AU SYSTÈME DE QUOTAS

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Depuis plusieurs jours, les députés de ce côté-ci essaient de faire échouer les tentatives de camouflage du système de quotas en vigueur au Revenu national. Après avoir refusé de répondre aux questions de la Chambre des communes hier, à sa sortie de la Chambre, le ministre a changé sa version des événements au cours d'une interview qu'il a donnée à la presse et il a reconnu pour la première fois qu'il y avait un système de quotas dans plusieurs bureaux de district. Le ministre peut-il maintenant nous fournir la liste de tous les bureaux de district de l'impôt qui ont été soumis à des quotas depuis qu'il est ministre?

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je tiens d'abord à dire au député que je n'ai jamais essayé de camoufler quoi que ce soit.

Des voix: Oh, oh!